

Principaux moteurs des dynamiques d'emploi : les migrations résidentielles et le tourisme

Insee Analyses Occitanie • n° 109 • Septembre 2021

L'Hérault est le département métropolitain où le nombre d'actifs a le plus augmenté depuis 1975, en lien avec l'arrivée massive de nouvelles populations sur le territoire. Il a presque été multiplié par trois depuis 1962.

Le marché de l'emploi, qui s'est resserré sur les activités présentielle, peine à faire face. Les créations d'emploi, portées surtout par les nouveaux établissements, sont insuffisantes : le nombre de chômeurs augmente, une hausse parfois même équivalente à celle des emplois. L'essor des fonctions métropolitaines et des métiers de cadres est inférieur à celui observé en Haute-Garonne.

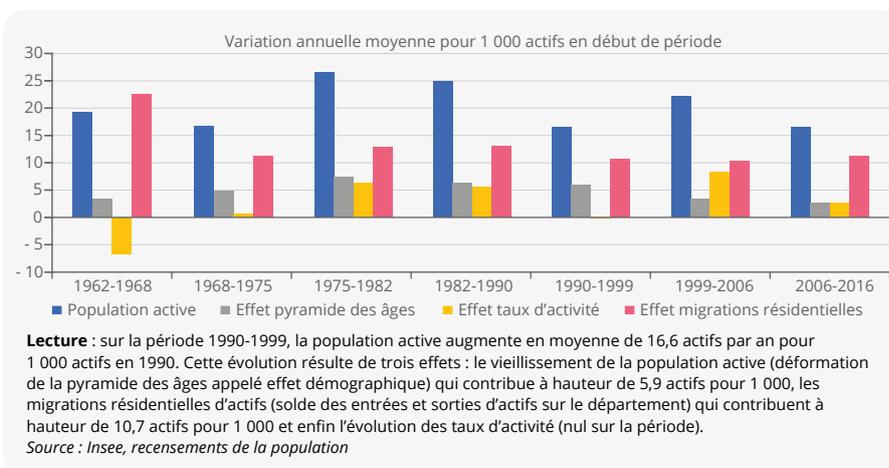
Malgré le poids du tourisme, secteur particulièrement pénalisé par les confinements liés à la crise sanitaire, l'emploi résiste néanmoins en 2020 grâce aux dispositifs d'activité partielle.

Un volume d'actifs démultiplié sous l'effet des migrations résidentielles

L'Hérault est le département métropolitain qui connaît la plus forte progression de sa population active depuis 1975, suivi de très près par la Haute-Garonne. En 2017, 511 000 actifs résident dans le département, c'est près de trois fois plus qu'en 1962. À titre de comparaison, la Haute-Garonne héberge 685 000 actifs en 2017.

L'évolution de la population active résulte de trois facteurs : les migrations, la déformation de la pyramide des âges qui a des effets sur les populations en âge de travailler et le taux d'activité de ces populations. L'excédent migratoire, qui porte largement le dynamisme démographique de l'Hérault, avec des arrivées sur le territoire bien plus nombreuses que les départs, explique en grande partie l'explosion de la population active ► **figure 1**. Ainsi, l'effet des migrations résidentielles a été déterminant sur la croissance de la population active depuis 1962, plus encore qu'en Haute-Garonne. Sur la période récente, il est cependant

► 1. Déterminants sociodémographiques de l'évolution de la population active depuis 1962 dans l'Hérault



moins que dans les années 60, au cours desquelles l'appel à la main-d'œuvre étrangère, espagnole puis algérienne et marocaine, était fort et venait s'ajouter aux migrations internes. Les deux autres effets ont un impact plus limité sur la croissance de la population active. Lors de l'entrée sur le marché du travail des générations nombreuses du

baby-boom, l'effet lié à la déformation de la pyramide des âges a été important dans les années 70-80. Mais il est désormais beaucoup plus limité en raison du vieillissement de la population, plus marqué dans l'Hérault qu'en Haute-Garonne. Par ailleurs, la hausse des taux d'activité des femmes pendant les années 70-80, et plus récemment

En partenariat avec :

celle des actifs les plus âgés suite aux réformes des retraites successives, ont contribué à la hausse de la population active, mais se sont accompagnées d'une baisse des taux d'activité des jeunes dans les années 80-90.

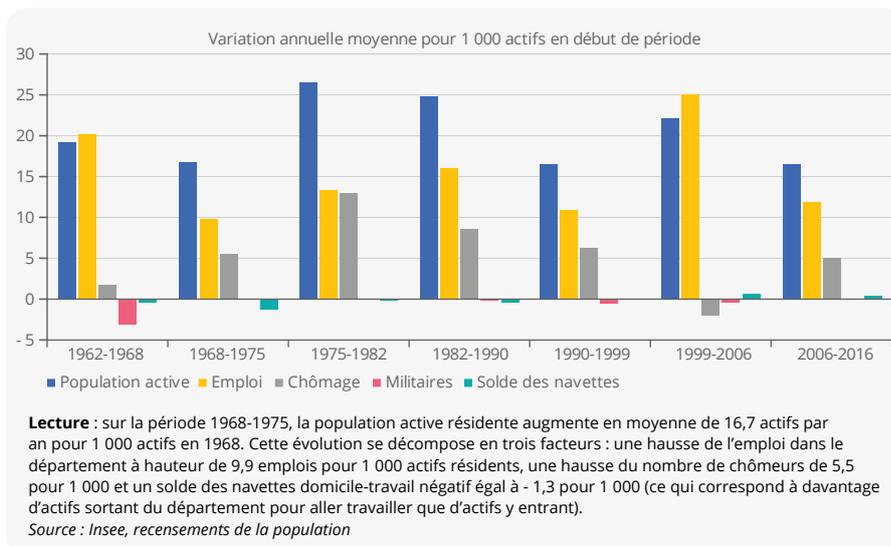
Les décisions politiques façonnent aussi les territoires

Dans les années 60, la DATAR¹ lance le programme Métropoles d'équilibre. L'affirmation du statut de capitale régionale pour Montpellier dynamise la croissance de la population active sur sa zone d'emploi. Entre 1962 et 2017, elle est multipliée par quatre sur cette zone de Montpellier. L'effet lié à la déformation de la pyramide des âges est en particulier plus élevé qu'au niveau départemental. Parallèlement, les mutations qui s'opèrent sur le littoral et conduisent à l'émergence de nouvelles stations balnéaires, favorisent l'activité sur les zones d'emploi d'Agde-Pézenas et de Sète dont la population active est multipliée respectivement par 2,5 et 2,2. Sur Agde-Pézenas, l'effet des migrations résidentielles est très largement majoritaire sur toute la période, alors que celui lié au vieillissement de la population est négatif depuis les années 2000. Enfin, l'attractivité est bien moindre sur la zone de Béziers, en déclin industriel, où la population active n'est multipliée que par 1,5 en un demi-siècle. La création en 2016 des grandes régions, avec la perte du statut de capitale régionale pour Montpellier, est trop récente pour en apprécier les effets sur la population active.

Le marché de l'emploi peine à absorber l'augmentation de la population active

Dans l'Hérault, l'explosion de la population active résidente est telle que l'emploi ne suit pas dans les mêmes

► 2. Équilibrage de l'évolution de la population active depuis 1962 entre emploi, chômage et navettes domicile-travail dans l'Hérault



proportions ► **figure 2**. La première conséquence est une hausse des actifs au chômage (hormis sur la période intercensitaire 1999-2006). Parfois même, lorsque la conjoncture n'est pas favorable comme durant les années de crise due aux chocs pétroliers entre 1975 et 1982, la hausse du nombre de chômeurs est aussi importante que celle des emplois. En Haute-Garonne, l'augmentation de la population active résidente est mieux absorbée sur le marché du travail, en raison d'un rythme supérieur de créations d'emplois. En 2020, l'Hérault figure au 2^e rang des départements métropolitains pour son taux de chômage (11,2 % contre 8 % en Haute-Garonne qui occupe un rang plus médian).

De plus, à l'échelle d'un département, l'effet des déplacements domicile-travail sur la variation de la population active reste limité. L'écart entre les arrivées et les sorties du département liées aux navettes domicile-travail devient très légèrement positif depuis les années 1990, en lien avec l'augmentation des

distances parcourues. Cependant, l'effet reste marginal comparé à celui observé en Haute-Garonne, territoire qui attire en proportion davantage d'actifs des départements limitrophes du fait de l'importance de la métropole toulousaine. En lien avec l'afflux de population active, les emplois augmentent fortement sur la zone d'emploi de Montpellier qui abrite davantage de **fonctions métropolitaines**. Celles-ci se développent avec le mouvement général de hausse des qualifications et de tertiarisation de l'économie. L'absorption sur le marché de l'emploi des nouvelles populations est plus délicate sur la zone d'emploi d'Agde-Pézenas : le chômage y augmente fortement (excepté entre 1999 et 2006), avec des volumes comparables aux volumes d'emplois créés. Le solde des navettes domicile-travail devient négatif sur la période récente, davantage d'actifs résidents devant occuper un emploi hors de cette zone. Même phénomène sur la zone d'emploi de Sète, mais avec un équilibrage plus favorable du marché de l'emploi depuis le début des années 2000, en raison du ralentissement de la hausse de population active y résidant. Sur la zone d'emploi de Béziers, alors que la situation était très dégradée pendant la phase de désindustrialisation, la hausse du chômage est désormais inférieure aux hausses d'emplois. Sur la période récente, le solde des navettes domicile-travail redevient positif.

L'économie se tertiarise fortement...

Répondre aux besoins des populations résidentes et des touristes, qui

► 1. Une économie largement portée par les activités présentes

Dans l'Hérault, 72 % des emplois relèvent des **activités présentes** en 2017, contre 64 % en 1975. En Haute-Garonne, cette part reste stable sur la période, autour de 60 %. Dans les zones d'emploi d'Agde-Pézenas, Sète et Béziers, la sphère présente passe de 55 à 75 % entre 1975 et 2017, en lien avec la baisse des effectifs dans les activités productives. Sur ces trois zones d'emploi, le poids de la sphère présente est désormais plus important que sur celle de Montpellier, où il est resté stable autour de 70 % entre 1975 et 2017. L'économie présente constitue un facteur de stabilité pour le territoire car elle n'est pas délocalisable. Néanmoins, la crise sanitaire a montré que l'activité liée au tourisme, qui entre dans la sphère présente, n'est pas à l'abri de perturbations exogènes. De plus, un développement centré sur la sphère présente, qui se nourrit donc de l'apport de populations extérieures, peut faire face à des effets de seuil sur le long terme, en lien avec la densification du territoire et les pertes d'attractivité en découlant. En particulier, les difficultés de déplacement et de disponibilité du foncier associées à une densité élevée de population peuvent freiner le développement porté par les activités présentes sur des territoires en voie de saturation.

1 Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

► 2. L'emploi relativement épargné face à la crise sanitaire

La baisse d'activité liée aux mesures de confinement mises en place pour faire face à la pandémie de Covid-19 a été massive en 2020, dans l'Hérault comme dans les autres départements français. Indicateur de l'impact de la crise, le volume d'heures rémunérées recule de 9,3 % par rapport à 2019 tous secteurs confondus (- 9,8 % en Haute-Garonne), et même de 32 % dans l'hébergement-restauration, secteur important dans le département en lien avec le tourisme. Mais les dispositifs d'activité partielle ont joué leur rôle d'amortisseur en permettant de contenir la baisse de l'emploi : - 0,5 % en 2020 dans l'Hérault contre - 1,6 % en Haute-Garonne où l'emploi industriel a été moins épargné, compte tenu du poids de l'aéronautique. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A, B, C) est également moindre dans l'Hérault entre fin 2019 et fin 2020 : + 4,5 % contre + 9,4 % en Haute-Garonne. Malgré une forte vocation touristique, l'économie héraultaise plus diversifiée a donc mieux résisté en 2020 que celle de Haute-Garonne, plus dépendante de la filière aéronautique.

sont les unes et les autres de plus en plus nombreux, est une priorité pour le département ► **figure complémentaire 1**. En trente ans, entre 1989 et 2019, le nombre d'emplois total augmente de 59 % (contre 69 % en Haute-Garonne) pour atteindre 462 000 emplois (+ 171 000). Sur les vingt dernières années, la progression de l'emploi total est plus rapide sur la zone d'emploi de Montpellier et sur celle d'Agde-Pézenas (+ 44 % et + 41 % entre 1998 et 2017 contre + 36 % dans l'ensemble du département). Elle est en revanche plus limitée sur la zone d'emploi de Béziers (+ 18 %) et proche de la moyenne départementale sur la zone d'emploi de Sète (+ 33 %) ► **figure complémentaire 2**.

Entre 1989 et 2019, la croissance de l'emploi est particulièrement forte dans le secteur tertiaire, marchand (+ 86 %) et non marchand (+ 61 %). Les effectifs progressent plus modérément dans la construction (+ 19 %) et seulement de 3 % dans l'industrie. L'agriculture enregistre comme ailleurs une forte baisse (- 35 %). Ce sont les postes salariés qui augmentent le plus : + 66 %, soit 9 nouveaux postes sur 10. Les postes non salariés progressent eux de 27 %, là encore principalement dans le tertiaire : + 11 000 emplois marchands et + 8 000 emplois non marchands qui font ainsi plus que doubler. L'emploi non salarié agricole perd 5 000 postes en trente ans.

L'emploi salarié tertiaire croît fortement dans l'ensemble des zones d'emploi du département. Déjà bien présent sur la zone de Montpellier (notamment les services marchands), le tertiaire se développe sur la zone d'emploi de Sète et sur celle d'Agde-Pézenas. En 2019, dans l'Hérault, neuf emplois sur dix relèvent du secteur tertiaire, contre huit sur dix en Haute-Garonne. Les principaux secteurs employeurs sont par ordre décroissant la santé, l'administration publique et le commerce.

Moins de 7 % des emplois salariés relèvent de l'industrie en 2019, c'est deux fois moins qu'en Haute-Garonne. Les industries agricoles et alimentaires

arrivent en tête, avec plus de deux postes industriels sur dix contre moins d'un sur dix en Haute-Garonne où la filière aéronautique prédomine. L'agriculture emploie 1 % des salariés, contre seulement 0,3 % en Haute-Garonne.

... sans rattrapage des métiers de cadres par rapport à la Haute-Garonne

Dans l'Hérault, le développement des activités tertiaires, plutôt tournées vers le présentiel, ne s'accompagne pas, comme en Haute-Garonne, d'un essor des fonctions les plus hautement qualifiées. Les professions de cadres sont moins présentes dans l'économie : 16 % des actifs occupés sont cadres en 2017 contre 25 % en Haute-Garonne. La croissance de leurs effectifs est inférieure à celle de la Haute-Garonne quelle que soit la période considérée. Pourtant, depuis 2007, les **fonctions métropolitaines**, qui sont très concentrées dans les aires d'attraction des villes les plus peuplées, se développent désormais au même rythme qu'en Haute-Garonne, mais pour des volumes plus faibles ► **figure 3**. Au total, depuis 1968, l'Hérault a créé 56 000 postes supplémentaires liés à des fonctions métropolitaines et la Haute-Garonne 113 000.

Les nouveaux établissements, de petite taille, tirent la croissance de l'emploi

Le secteur marchand non agricole emploie 229 800 salariés dans l'Hérault en 2017 (soit environ 60 % de l'ensemble des salariés) contre 390 500 en Haute-Garonne. Pourtant, les établissements sont plus nombreux dans l'Hérault : 118 300 contre 113 600 en Haute-Garonne. Les très petites structures y prédominent : 75 % des établissements n'emploient aucun salarié contre 72 % en Haute-Garonne. Entre 2008 et 2017, le nombre d'établissements augmente plus

rapidement dans l'Hérault qu'en Haute-Garonne : de 5,5 % contre + 5,1 %. Le taux de création d'établissements y est légèrement supérieur sur cette période, alors que le taux de disparition est équivalent dans les deux départements. Cependant, les créations d'emplois ne sont pas à hauteur de ce dynamisme entrepreneurial. Les effectifs salariés du secteur marchand non agricole ne progressent que de 0,8 % entre 2008 et 2017 contre + 1,3 % en Haute-Garonne ► **figure 4**.

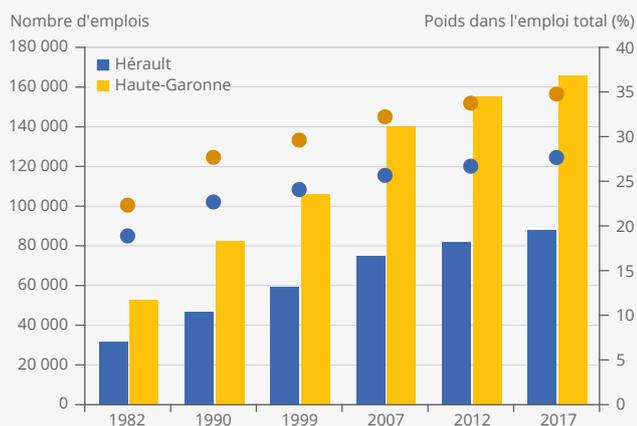
Dans l'Hérault, les emplois créés par les nouveaux établissements contribuent fortement à la variation totale : ils génèrent une hausse de 3,7 % du nombre de salariés entre 2008 et 2017, compensant largement les pertes d'emplois liées aux disparitions d'établissements (- 3,1 %). L'emploi dans les établissements pérennes augmente peu sur la période (+ 0,2 %). La situation en Haute-Garonne est sensiblement différente : les nouveaux établissements créent moins d'emplois que dans l'Hérault (+ 2,7 % entre 2008 et 2017), mais les établissements pérennes en créent davantage (+ 0,8 %).

► 3. Le tourisme dans l'économie héraultaise

L'Hérault est un département très touristique. En 2017, en moyenne sur l'année, 6 % des emplois sont liés à la présence des touristes. L'Hérault se situe au quizième rang des départements français au regard de cet indicateur. Entre 2009 et 2017, l'emploi touristique héraultais progresse de 27 %, contre 44 % en Haute-Garonne où il pèse cependant deux fois moins en 2017. Reflet d'un nouveau mode de vacances, le tourisme de demi-saison se développe davantage que le tourisme estival, avec une hausse de l'emploi mensuel moyen de plus de 30 % pour les mois d'avril, mai, juin et septembre entre 2009 et 2017. Toutefois l'emploi touristique reste très saisonnier, culminant à 37 000 emplois en juillet ou en août (contre 21 000 à 29 000 pour les mois de demi-saison).

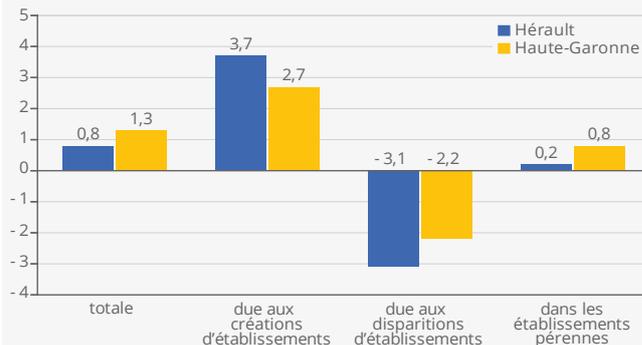
Étroitement liés à la fréquentation touristique sur le littoral, les emplois touristiques de l'Hérault se concentrent majoritairement dans la restauration et l'hébergement (62 % en 2017 contre 47 % en Haute-Garonne), les domaines de la culture, du patrimoine, du sport et des loisirs étant relativement moins présents (14 % contre 29 % en Haute-Garonne). En 2020, les confinements liés à la pandémie impactent très largement l'activité touristique. Ainsi, jusqu'à 71 % des salariés des hôtels et cafés-restaurants de l'Hérault sont mis en activité partielle en avril. La saison estivale est relativement épargnée, avec une baisse de moins de 10 % du chiffre d'affaires réalisé dans les activités touristiques en juillet-août par rapport à 2019, et un recours à l'activité partielle lui aussi très limité sur ces deux mois.

► 3. Emplois liés à des fonctions métropolitaines



Lecture : en 2017, 88 000 personnes exercent une fonction métropolitaine dans l'Hérault (courbe en bâtons), soit 28 % des actifs occupés (courbe en points).
Champ : actifs occupés de 25 à 54 ans
 Source : Insee, SAPHIR, recensements de la population, exploitations complémentaires au lieu de travail

► 4. Variation de l'emploi salarié marchand non agricole entre 2008 et 2017 (en %)



Lecture : l'emploi salarié marchand non agricole progresse de 0,8 % entre 2008 et 2017 dans l'Hérault. Les emplois créés dans les nouveaux établissements contribuent à une hausse de 3,7 % de l'emploi, ceux des établissements pérennes à seulement 0,2 % d'augmentation. Les disparitions d'établissements font reculer l'emploi de 3,1 %.
 Source : Insee, REE, Lifi, Clap, Flores

Et les pertes d'emploi dues aux disparitions d'établissements sont inférieures, s'établissant à -2,2 %. Dans l'Hérault, l'emploi est plus dynamique dans le tertiaire marchand que dans les autres secteurs d'activité : il y progresse aussi dans les

établissements pérennes. En Haute-Garonne, les établissements pérennes de l'industrie contribuent à la hausse de l'emploi, contrairement à ce qui est observé dans l'Hérault où l'évolution de leurs effectifs est proche de zéro entre 2008 et 2017. ●

Jean-Philippe De Palmas, Elsa Mathieu, Stéphane Méloux, Alice Tanay (Insee)

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► 4. Des enseignements riches pour les territoires

Les enjeux de création d'emplois, les migrations résidentielles et le tourisme sont des dynamiques déterminantes dans l'aménagement du territoire. C'est pourquoi la Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault a sollicité l'Insee pour analyser ces interactions. Une analyse plus fine à l'échelle des intercommunalités du département sera poursuivie pour dégager les enseignements au niveau des schémas de cohérence territoriale, à partir des éléments mis à disposition par l'Insee.
 Contact : ddtm-cep@herault.gouv.fr

► Pour en savoir plus

- « Regard sur l'Hérault, Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault », mars 2021
- « Depuis 50 ans, faute d'emplois, des territoires se dépeuplent en Occitanie », *Insee Analyses Occitanie* n° 93, juin 2020
- « Toulouse et Montpellier : une primauté en Occitanie qui remonte à loin », *Insee Analyses Occitanie* n° 79, septembre 2019
- « En Occitanie, 27 nouvelles zones d'emploi très diversifiées », *Insee Analyses Occitanie* n° 96, septembre 2020
- « Montpellier Méditerranée Métropole – Diagnostic de territoire », *Insee Dossier Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées* n° 1, juillet 2016

► Sources et définitions

En raison des changements de méthode (passage d'un recensement exhaustif à une enquête annuelle) et de concepts d'activité et d'emploi après 1999, les évolutions 1999-2006 issues de la source du recensement de la population doivent être interprétées avec prudence. Les modifications concernent essentiellement les actifs les plus jeunes et les plus âgés (étudiants et retraités) avec la prise en compte de leur activité professionnelle complémentaire.

Les **fonctions métropolitaines** réunissent les professions de conception-recherche, culture-loisirs, prestations intellectuelles, et commerce inter-entreprises.

La partition de l'économie en deux **sphères, présente et productive**, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Les activités présentes sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Les activités productives sont déterminées par différence : elles produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des services tournés principalement vers les entreprises de la sphère productive.

